



Revue de Civilisation Contemporaine de l'Université de Bretagne Occidentale
EUROPES / AMÉRIQUES
<http://www.univ-brest.fr/amnis/>

*Prise en otage des victimes et usages publics de l'histoire : le cas
de la Résistance italienne*

Stéfanie Prezioso
Université de Lausanne
Suisse

Depuis quelques années, la Résistance italienne est au centre de débats virulents tant historiographiques que politiques visant à « rejeter radicalement le rôle et la signification » de l'antifascisme dans l'histoire de l'Italie contemporaine¹. Certains courants mettent en cause les fondements mêmes de l'engagement antifasciste en fonction, d'une part, du caractère identitaire et de légitimation politique que l'antifascisme a acquis dans les gouvernements italiens d'après-guerre et, d'autre part, d'une analyse plus générale qui se réduit au rapport entretenu par l'antifascisme organisé avec le régime soviétique². L'expérience de la guerre de Résistance – qui se déroule au Nord de la Péninsule entre le 8 septembre 1943 (date de la signature de l'armistice par le gouvernement Badoglio) et le 25 avril 1945 (date de la Libération du territoire) – est au cœur de la controverse. Les attaques se concentrent essentiellement sur le caractère prétendument « antidémocratique » des regroupements antifascistes – qui, selon ces théories, n'auraient en définitive représenté qu'eux-mêmes dans la lutte –, ainsi que sur la « cruauté » des « violences communistes » notamment durant les mois qui suivent la Libération³.

¹ Paggi, Leonardo, « La violenza, le comunità, la memoria », in *La memoria del nazismo nell'Europa di oggi*, sous la direction de : Paggi, Leonardo, Firenze, La Nuova Italia, 1997, p. XIV.

² Lire à ce propos les pages pour le moins éclairantes de Courtois, Stéphane, « Les crimes du communisme », in *Le livre noir du communisme*, sous la direction de : Courtois, Stéphane, Paris, Robert Laffont, 1997, pp. 9-41 ; ainsi que, Galli della Loggia, Ernesto, *La morte della patria. La crisi dell'idea di nazione tra Resistenza, antifascismo e Repubblica*, Bari, Laterza, 1996, ou encore De Felice, Renzo, *Rosso e Nero*, Milano, Baldini&Castoldi, 1995.

³ Pour un résumé de ces débats voir entre autres, Legnani, Massimo, « Resistenza e repubblica. Un dibattito ininterrotto », *Italia contemporanea*, N° 213, décembre 1998. Je n'aborderai pas ici les discussions qui ont traité plus spécifiquement à la prétendue relation de cause à effet entre les actions « terroristes » des résistants et les massacres commis en représailles par les nazifascistes ; cette optique aurait mérité un traitement à part ; néanmoins voir au sujet du cas le plus connu, l'ouvrage de Portelli, Alessandro, *L'ordine è già stato eseguito. Roma, le Fosse Ardeatine, la memoria*, Roma, Donzelli, 1999.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il est vrai, le débat sur la Résistance a toujours été fortement politisé⁴. Dès les années 1950, en effet, le discours sur cette période particulière de l'histoire de l'Italie contemporaine a oscillé entre le « silence institutionnel » et l'« emphase testimoniale »⁵; la ligne de fracture se situant notamment autour des différentes caractérisations de la lutte engagée sur le territoire italien entre 1943 et 1945. S'agissait-il d'une guerre de libération nationale, d'une guerre civile, ou d'une guerre de classe ?⁶ chacune de ces définitions renvoyant par ailleurs à une compréhension différente du combat antifasciste.

Jusqu'à présent, cette politisation avait été une garantie de la vitalité et de la présence de la Résistance au sein même de la société italienne, relayée par ailleurs par une production historiographique pléthorique⁷. Cependant, aujourd'hui la Résistance n'est plus simplement matière à révision. Selon Giorgio Rochat :

*[...] pour les forces de centre droite, il ne s'agit plus de critiquer les diverses interprétations et les études menées sur les différents aspects de la Résistance, mais c'est la Résistance elle-même qui, en tant que problème politique, doit être éliminée.*⁸

Les violentes controverses ont donc changé singulièrement de nature, accélérant inexorablement une mise à l'index définitive de cette période, de ses valeurs et de sa signification.

Plus que jamais, les chercheurs qui tentent d'approcher cette thématique doivent donc faire preuve d'une rigueur intellectuelle fondée sur des critères scientifiques consolidés, mais aussi sur un certain nombre de valeurs. Or la Résistance semble être à l'heure actuelle de plus en plus le terrain où les « historiens s'érigent allègrement en procureurs, en juges et en moralisateurs »⁹. L'expérience résistante souffre du même préjugé que les Révolutions française et bolchevique :

*La violente passion et la grande peur des Révolutions française et russe – écrivait Arno J Mayer – ont cédé la place à l'éloge des révolutions sans effusions de sang pour la défense des droits de l'homme, de la propriété privée et du capitalisme de marché. Cette perspective, fondée sur des valeurs libérales et conservatrices, exclut la prémisse révolutionnaire et est aussi préjudiciable à l'étude critique de la révolution que la prémisse révolutionnaire elle-même.*¹⁰

Dans cette configuration, les « victimes » jouent un rôle cardinal. Ainsi c'est bien autour d'elles que toutes les « affaires » qui font la « Une » de la presse italienne se focalisent. Soumises à la « tyrannie du présent », les victimes de la guerre sont ainsi prises en otages d'un discours qui leur refuse jusqu'à ce statut. En effet, du décompte

⁴ Cf. Rochat, Giorgio, « La Resistenza », in *Fascismo e antifascismo. Rimozioni, revisioni, negazioni*, sous la direction de : Collotti, Enzo, Roma ; Bari, Laterza, 2000, p. 273.

⁵ Ballone, Adriano, « Resistenza », in *I luoghi della memoria : strutture ed eventi dell'Italia unita*, sous la direction de : Isnenghi, Mario, Bari, Laterza, 1997, p. 415.

⁶ Il y a une dizaine d'années la publication du livre de Claudio Pavone (*Una guerra civile : saggio storico sulla moralità della Resistenza*, Torino, Bollati Boringhieri, 1991) avait précisément fait revenir sur le devant de la scène le problème posé par les caractérisations de la guerre résistante. L'ouvrage a enfin été traduit en français, *Une guerre civile : essai historique sur l'éthique de la Résistance*, Paris, Seuil, 2005.

⁷ Sur cette question voir notamment Ballone, A., « La Resistenza », *op. cit.* Ainsi que Prezioso, Stéphanie, « "Autobiographie d'une nation". Antifascisme et Résistance dans la mémoire italienne », *Traverse. Revue d'histoire*, 1999, pp. 95-102.

⁸ Cf. Rochat, G., « La Resistenza », *op. cit.*, p. 273, p. 286 ss. Pour la citation p. 290. Toutes les citations ont été traduites de l'italien au français par mes soins.

⁹ Mayer, Arno J., *Les Furies. Violence, Vengeance, Terreur*, Paris, Fayard, 2002, p. 12.

¹⁰ *Ibid.*, p. 15.

macabre du nombre de morts à la mise en exergue d'exemples sortis de tout contexte, les victimes disparaissent, une seconde fois, dans le brouillage d'un usage politique qui leur échappe.

Beaucoup d'historiens se sont engagés ces dernières années, dans la voie difficile tracée notamment par Claudio Pavone, en abordant les différentes facettes de l'expérience résistante¹¹. Cependant, comme le soutient Sergio Luzzatto, le sérieux de l'analyse est inversement proportionnel à son impact médiatique¹². En effet, depuis les années 1980, les quotidiens italiens sont devenus la caisse de résonance du « révisionnisme historiographique ». Les médias regorgent ainsi d'accusations plus ou moins voilées adressées aux représentants d'une « vulgate » antifasciste mal définie¹³. Comme le relève l'historien Giovanni de Luna :

*Articulé aux médias [...] le révisionnisme historiographique poursuit des objectifs immédiats, tous clairement politiques, sur lesquels il façonne ses propres modalités dans la transmission des connaissances historiques.*¹⁴

Pire encore, ce sont finalement les médias qui conditionnent « l'agenda de la discussion historiographico-politique »¹⁵. Et Pier Paolo Poggi de surenchérir :

*Le révisionnisme va à la rencontre d'une demande du public, il adhère à ce qui est ; il est uniquement préoccupé par l'actualité immédiate qui garantit la consommation de ses produits ; il conçoit l'histoire du point de vue de sa fin, d'un présent absolu dans lequel le rapport avec le passé est plié aux exigences des lois du spectacle.*¹⁶

Ainsi est-il difficile d'analyser le succès des théories révisionnistes en Italie, comme ailleurs, sans tenir compte des bouleversements intervenus au cours des années 1990. La dissolution de l'URSS, l'écroulement du système politique italien (disparition des partis communiste et socialiste et de la Démocratie chrétienne), et l'arrivée en fanfare sur la scène politique du regroupement de Silvio Berlusconi (incluant les ex-néofascistes de Gianfranco Fini) sont les signes patents d'une crise lourde de conséquences, tant pour le présent de l'Italie que pour la manière dont la société italienne « traite son passé et de son passé »¹⁷.

Certes, l'antifascisme a bien été en butte à ce qu'Alberto de Bernardi nomme la « fragilité croissante de son enracinement social » et sa « difficulté grandissante » à constituer et à alimenter une « mémoire partagée » du passé, après la fin de la guerre froide¹⁸. La culture antifasciste a bien souffert d'une forme de sédimentation liée au

¹¹ Cf. Pavone, C., *Una guerra, op. cit.*

¹² Cf. Luzzatto, Sergio, *La crisi dell'antifascismo*, Torino, Einaudi, 2004, p. 49.

¹³ Rochat, G., « La Resistenza », *op. cit.*, p. 286 ss.

¹⁴ Cf. De Luna, Giovanni, *La passione e la ragione. Fonti e memorie dello storico contemporaneo*, Firenze, La Nuova Italia, 2001, p. 81.

¹⁵ Bongiovanni, Bruno, « "Revisionismo" storia e antistoria di una parola », *Passato e Presente*, N° 60, septembre-décembre 2004, p. 27.

¹⁶ Poggi, Pier Paolo, *Nazismo e revisionismo storico*, Roma, Manifesto libri, 1997 ; cité également in De Luna, G., *La passione, op. cit.*, p. 94 ; voir également Pivato, Stefano, « Storia e identità giovanile », *Atti del convegno Mappes del 900, I Viaggi di Erodoto. Rivista di cultura storica*, N°46, 2000.

¹⁷ Hartog, F., Lenclud, G., « Régimes d'historicité », in *L'Etat des lieux en sciences sociales*, sous la direction de : Dutu, A., Dodille, N., Paris, L'Harmattan, 1993, p. 26.

¹⁸ Cf. De Bernardi, Alberto, *Una dittatura moderna. Il fascismo come problema storico*, Milano, Bruno Mondadori, 2001, p. 1. Voir également, De Luna, Giovanni, Revelli, Marco, *Fascismo/Antifascismo. Le idee, le identità*, Firenze, La Nuova Italia, 1995.

mythe de l'« unanimité » produit par la guerre de résistance¹⁹. Cependant, sa destruction systématique en tant que référent a été également et peut-être surtout liée aux assauts de la droite contre la Constitution italienne née de la Résistance²⁰. Ou en d'autres termes, la volonté proclamée par le regroupement berlusconien d'ériger une nouvelle République rendait nécessaire le discrédit sans concessions possibles de l'antifascisme et de ses suites politiques et institutionnelles.

Parallèlement à ces attaques politiques, le courant révisionniste a proposé une lecture de la République « née de la Résistance » fondamentalement centrée sur les tares des partis antifascistes (qui n'auraient été qu'une réédition du Parti national fasciste) et en particulier de l'union des forces au cours de la guerre de résistance²¹. En définitive, ce qui est en question c'est l'appui de l'antifascisme non communiste au Parti communiste, qui a offert à ce dernier la légitimité démocratique dont il avait besoin. A cela s'ajoute l'idée répandue que l'antifascisme, « aveugle » sur les autres ennemis de la démocratie, ne pouvait en aucun cas incarner ce qui devait être une « authentique démocratie républicaine »²².

De là à affirmer que l'antifascisme était de fait porteur d'une idéologie antidémocratique, il n'y a qu'un pas qui, depuis les interviews accordées par l'historien italien, chef de file du révisionnisme historiographique, Renzo de Felice au quotidien *Corriere della Sera* dans les années 1980, a été très largement franchi tant dans les débats politiques et médiatiques que par un pan de l'historiographie²³. Comme le relevait récemment Pier Giorgio Zunino, non sans agacement, « l'antifascisme... *voilà l'infâme* de l'histoire italienne »²⁴. Le refus de l'antifascisme se fait donc au nom de l'anticommunisme. Le biais implicite de ce positionnement, déjà mis en exergue par Norberto Bobbio, c'est de placer de fait fascisme et antifascisme sur un pied d'égalité²⁵. La lecture actuelle de la guerre de résistance, analysée en fonction et au nom des violences qu'elle a engendrées, et du seul point de vue des victimes, renforce les discours sur cette équivalence présumée.

Si pour lutter contre l'historicisation révisionniste, l'histoire des guerres doit dorénavant partir de l'histoire de leurs victimes, comme le soutient notamment

¹⁹ Cf. Luzzatto, S., *La crisi*, op. cit. Les risques de cette sédimentation avaient déjà été envisagés dans les années 1960. A ce propos, Dogliani, Patrizia, « Génération et révolte au XXe siècle dans l'histoire et l'historiographie italiennes », *L'homme et la société. Revue internationale de recherches et de synthèses en sciences sociales*, n° 111-112, 1994, pp. 67-77 ; ainsi que, Ballone, A. « La Resistenza », op. cit., p. 416 ss ; De Luna, G., Revelli, M., , *Fascismo/Antifascismo*, op. cit., p. 2.

²⁰ Cf. notamment Woolf, Stuart, « Fine della Patria ? », *Passato e Presente*, N°68, mai-août 2006, p. 90 ss

²¹ Voir Galli della Loggia, E., *La morte della patria*, op. cit., ou encore De Felice, R., *Rosso e Nero*, op. cit.

²² Cf. De Felice, R., *Corriere della sera*, 8 janvier 1988 ; cité in De Luna, G., Revelli, M., *Fascismo/Antifascismo*, op. cit., p. 5.

²³ *Ibid.* Voir à propos des interventions publiques et des derniers écrits de Renzo de Felice, plus particulièrement connu pour son importante biographie de Benito Mussolini, par exemple, Santomassimo, Gianpasquale « Il ruolo di Renzo de Felice », *Fascismo e antifascismo*, op. cit., pp. 415-429 ; Pedio, Alessio, « Renzo de Felice e i suoi interpreti », *Passato e Presente*, N°65, mai-août 2006, pp. 123-136 ; Tranfaglia, Nicola, *Un passato scomodo. Fascismo e postfascismo*, Bari, Laterza, 1996.

²⁴ Cf. Zunino, Pier Giorgio, *La Repubblica e il suo passato*, Bologna, Il Mulino, 2003, p. 209 ; cité in Rapone, Leonardo , « Una Repubblica prigioniera del suo passato », *Passato e Presente*, N° 63, septembre-décembre 2004, p. 153.

²⁵ Bobbio, Norberto, *De Senectute e altri scritti autobiografici*, Torino, Einaudi, 1996, p. 8 ; cité in Luzzatto, S., *La crisi*, op. cit., p. 51.

Leonardo Paggi, encore faut-il « arracher les victimes » à l'anonymat²⁶. Or tout se passe comme s'il était devenu impossible de réfléchir à ce que Françoise Héritier nomme les « violences légitimes », c'est-à-dire :

*[...] des sursauts nécessaires contre les totalitarismes, la tyrannie ou, de nos jours, dans nos démocraties contre l'inégalité, l'exclusion (qui sont les effets de la tyrannie du libéralisme économique), contre les barrières qui écartent les peuples les plus démunis [...].*²⁷

En somme, au nom d'une indistinction présumée des victimes, les analyses actuelles de la Résistance italienne éludent les problèmes fondamentaux liés au rôle de la violence dans l'histoire. Elles font ainsi l'impasse sur les implications de l'engagement dans l'un ou l'autre des camps en présence tant en termes d'imaginaire sociopolitique, d'éthique, d'objectifs, de vision du monde. En 1991, dans son ouvrage sur la moralité de la résistance, Claudio Pavone revenait à raison sur la distinction nécessaire entre les deux camps. Il insistait notamment sur les conceptions de l'utilisation de la violence. Si les fascistes exaltaient la violence, les résistants se devaient, au nom des valeurs qu'ils défendaient, de poser au moins le problème de sa légitimité en fonction des fins²⁸.

« Les morts refusent d'être égaux », soutient Giovanni de Luna, et si effectivement, que l'on appartienne à un camp ou à l'autre, les modalités de la violence sont les mêmes, les significations de la mort en revanche changent²⁹. Nier cet aspect fondamental revient en définitive à aplatir les « vivants sur les morts »³⁰.

En Italie, c'est bien la fonction qui a été attribuée aux commémorations des victimes de l'armée italienne :

*Le président [Carlo Azeglio Ciampi] a eu tort [de commémorer les Italiens morts à El Alamein] non pas – écrit Sergio Luzzatto – parce que les morts, en tant qu'êtres humains, ne doivent pas tous être pieusement commémorés, mais parce que ces morts-là étaient les victimes – s'il s'agit bien de simples appelés – individuellement innocentes d'une guerre d'agression ; une guerre qui, si elle avait été victorieuse, aurait signifié l'érection à l'échelle mondiale d'une pax hitlérienne.*³¹

En mars 2004, l'institution par le gouvernement Berlusconi de la « Journée du Souvenir » participe de la même opération. Elle vise à commémorer les « exilés italiens et les victimes des foibe » ; c'est-à-dire à la fois les réfugiés italiens qui quittent les territoires yougoslaves entre 1945 et 1960 et les victimes des vagues de massacres qui frappent les Italiens en Yougoslavie après l'armistice³². Là aussi, le problème n'est pas tant que l'on se souvienne de ces victimes – soit 4 à 5 000 personnes massacrées et plus de 35 000 réfugiés – oubliées dans les « glaces de la guerre froide », et pour lesquelles

²⁶ Voir notamment Paggi, L., « La violenza, le comunità, la memoria », *op. cit.* ; mais également dans un autre registre Braud, Philippe, *Violences politiques*, Paris, Point, 2004.

²⁷ Cf. Héritier, Françoise, « Réflexions pour nourrir la réflexion », in *De la violence*, sous la direction de : Héritier, Françoise, Paris, Odile Jacob, 2005, pp. 27-28.

²⁸ Cf. Pavone, C., *Una guerra civile*, *op. cit.*, p. 414 ss.

²⁹ De Luna, G., *Il corpo del nemico ucciso. Violenza e morte nella guerra contemporanea*, Torino, Einaudi, 2006, p. XVI.

³⁰ Cf. Luzzatto, S., *La crisi*, *op. cit.*, p. 45.

³¹ *Ibid.*, p. 20. Sur cet aspect, voir également Prezioso, Stéphanie, Glassey, Olivier, « La guerre en ligne », in *La pratique du jeu vidéo: réalité ou virtualité? Dossiers Sciences Humaines et Sociales. Consommations et Société. Cahiers pluridisciplinaires sur la consommation et l'interculturel (Paris V)*, sous la direction de : Roustan, Mélanie, Paris, L'Harmattan, 2003, pp. 189-202.

³² Sur les foibe, voir notamment Oliva, Gianni, *Foibe : le stragi negate degli Italiani della Venezia Giulia e dell'Istria*, Milano, Mondadori, 2002 ; Crainz, Guido, *Il dolore e l'esilio. L'Istria e le memorie divise d'Europa*, Roma, Donzelli, 2005.

le deuil n'a pas pu être élaboré³³. Le problème est que dans le discours de la droite et des révisionnistes italiens, la commémoration de ces morts-là, victimes de la « sauvagerie communiste », « contrebalance » de fait la « Journée de la mémoire » dédiée aux victimes de la Shoah³⁴.

On touche ici à l'un des traits caractéristiques du révisionnisme historiographique qui refuse d'inclure dans sa réflexion les « mécanismes et les ressorts » de la violence. En effet, comment saisir le sens de ces massacres, sans se pencher sur l'occupation proprement coloniale de l'armée italienne dans les territoires yougoslaves ?³⁵ Préférant les explications de type idéologique, le révisionnisme extrait les massacres de leur contexte. De plus, l'occultation du caractère colonial des crimes commis par l'armée italienne, tait également le fait que la République de Salò va appliquer exactement la même politique aux résistants italiens qu'aux partisans yougoslaves. Il n'est pas inutile dans ce sens de souligner que l'occupation italienne dans les territoires yougoslaves fait environ 250 000 morts en 29 mois³⁶. La question cardinale des conditions même de l'expression de la violence est ainsi totalement éludée par ces courants historiographiques.

Targuée de « politique », par les révisionnistes, cette contextualisation est vouée aux gémonies. Or, elle est nécessaire, non seulement au travail de tout historien sérieux, mais surtout à la compréhension de l'itinéraire des victimes, et donc à la signification de ces morts qui, arrachées à l'anonymat, deviennent enfin distinctes et individualisables.

Un autre exemple qui, ces dernières années, a défrayé la chronique, permettra de faire apparaître plus clairement encore l'opération idéologique du révisionnisme historiographique. Il s'agit des lynchages et autres violences commises sur des fascistes dans la période immédiatement postérieure à la Libération. La « justice sommaire » fera environ 10 000 victimes dans les rangs fascistes³⁷. L'une des interprétations largement diffusée actuellement est celle des massacres organisés ou, tout du moins, soutenu par le Parti communiste italien. Cette explication avait déjà eu cours dans l'Italie de la guerre froide ; elle se trouve à nouveau aujourd'hui à la « Une » de la presse quotidienne³⁸. Est-il vraiment utile de revenir ici sur la politique suivie par le Parti communiste de Togliatti qui, depuis 1944, tend à engager un dialogue constant avec les forces bourgeoises? Loin donc d'être une stratégie communiste, ces violences constituent une difficulté réelle pour la politique de compromis menée par Togliatti, d'autant que des résistants y participent, souvent en leur qualité de résistants³⁹. En revanche, deux autres aspects, soigneusement occultés par les révisionnistes, méritent à mon avis que l'on s'y arrête.

³³ Cf. De Luna, G., *Il corpo, op. cit.*, p. 150.

³⁴ Cf. Bistarelli, Agostino, « La casa delle libertà storiografiche », *Passato e Presente*, N°66, mai-août 2006, p. 5.

³⁵ Voir notamment Collotti, Enzo, « Sulla politica di repressione italiana nei balcani », in *La memoria del nazismo nell'Europa di oggi, op. cit.* ; ainsi que Mantinelli, Bruno, « Gli Italiani in Jugoslavia, 1942-1943 : occupazione militare, politiche persecutorie, crimini di guerra », *Storia e memoria*, N°1, 2004, pp. 23-39.

³⁶ Cf. De Luna, G., *Il corpo, op. cit.*, p. 162.

³⁷ Ce chiffre est considéré comme le plus réaliste par Guido Crainz (« La giustizia sommaria in Italia dopo la Seconda guerra mondiale », in *Storia, verità, giustizia : I crimini del XX secolo*, sous la direction de : Flores, Marcello, Milano, Mondadori, 2001, p. 162).

³⁸ Cf. Le succès de librairie de Pansa, Giampaolo, *Il sangue dei vinti*, Milano, Sperling&Kupfer, 2003.

³⁹ Cf. Sur la politique poursuivie par Togliatti au cours de cette période voir, entre autres, Agosti, Aldo, *Palmiro Togliatti*, Torino, Utet, 1996.

Le premier concerne la situation dans laquelle se déroulent ces violences. Il s'agit en fait de ce que Giovanni de Luna englobe dans la notion d'interrègne, c'est-à-dire tout ce qui se matérialise dans la phase de transition entre l'« effondrement de la souveraineté centralisatrice » et l'instauration d'une nouvelle donne politique :

*[...] c'est dans ce no man's land – écrit-il – marqué par la désintégration du monopole étatique de la violence légitime, qu'il faut s'aventurer si l'on veut donner une signification historiquement pertinente à ces massacres.*⁴⁰

Quant à Arno J. Mayer, il soutient dans le même ordre d'idées :

*De fait, l'un des traits déterminants [...] pourrait être « ce hiatus entre ce qui n'est plus et ce qui n'est pas encore », cet espace où la relation entre fondation et innovation est indissociable de l'imprévisibilité des émergences du lendemain.*⁴¹

Cette phase de transition libère, comme le soulignent les deux historiens, les pulsions les plus diverses, et notamment celles qui ont trait à la vengeance, cette « redoutable force de désordre »⁴². Dans cette configuration, ce n'est pas l'organisation qui est au cœur de l'exercice de la violence, mais bien la « spontanéité » d'une vengeance « refoulée »⁴³. La « justice sommaire » dans l'Italie de l'immédiat après Libération peut ainsi se lire comme la « tragique révélation » des atrocités commises par les fascistes de la République de Salò et par l'armée d'occupation allemande durant les vingt mois de guerre civile. A cela vient s'ajouter la mémoire des violences fascistes au cours des vingt années de régime. L'historien Guido Crainz mentionne notamment à ce sujet une note, datant d'août 1945, du Commandement des Carabiniers au Commandement allié portant sur les violences en cours en Emilie :

*Avant l'arrivée du fascisme au pouvoir, l'Emilie était un foyer de graves agitations, et pour s'affirmer [...] le fascisme a dû déployer les escouades [...]. Tout cela a participé à créer des haines et des rancœurs. A cela il faut ajouter les destructions provoquées par la guerre et les atrocités commises sur large échelle durant la domination nazifasciste. Une atmosphère de haines et de rancœurs s'est ainsi développée ; ceci explique, si cela ne les justifie pas, les actes criminels de revanche qui ont eu lieu depuis la Libération.*⁴⁴

La notion de vengeance recouvre toute une série de motivations. Pour paraphraser Arno J. Mayer, on se venge pour des raisons diverses qui vont de l'individu à la famille, de la communauté à la nation, du groupe idéologique à la classe sociale⁴⁵. Bien sûr, dans la situation explosive et chaotique de l'Italie d'après-guerre, il est difficile de démêler l'écheveau ; ces violences n'étant pas seulement la « révélation tragique » des horreurs fascistes mais aussi la « fidèle représentation » de ce qu'était l'Italie en 1945⁴⁶. Cependant, le travail de l'historien consiste à replacer l'exercice de la violence « dans le cours du temps et dans la situation qui l'a vue naître »⁴⁷ ; un rôle scientifique aujourd'hui oublié par une frange de l'historiographie italienne, lorsqu'il s'agit de traiter de la Résistance.

⁴⁰ Cf. De Luna, G., *Il corpo*, op. cit., p. XX.

⁴¹ Cf. Mayer, Arno J., *Les Furies*, op. cit., p. 44.

⁴² *Ibid.*, p. 115.

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Cité in Crainz, G., « La giustizia sommaria », op. cit., pp. 162-163.

⁴⁵ Mayer, A. J., *Les Furies*, op. cit., p. 123.

⁴⁶ Crainz, G., « La giustizia sommaria », op. cit., p. 163.

⁴⁷ Cf. Pavone, C., *Una guerra civile*, op. cit., p. 424.

Le second aspect touche plus spécifiquement à ce que Guido Crainz a appelé « l'horizon de légitimité » en termes de violence, alors partagé dans le camp de la résistance⁴⁸. En effet, cet auteur souligne à raison que les nouveaux historiens-procureurs ont tendance à juger les actes du passé en fonction d'un cadre de référence actuel, dans lequel la condamnation anhistorique de la violence est très largement dominante. Parmi les nombreux actes que l'on a jusqu'à présent rassemblés sous la notion de vengeance, les tueries dans les prisons me semblent particulièrement représentatives de cet « horizon de légitimité ». Les fascistes emprisonnés sont considérés comme des coupables et non comme des victimes potentielles. Leur enfermement légitime, en quelque sorte, et pas seulement aux yeux de ceux qui attentent à leur vie, l'exercice de la violence⁴⁹. En effet, la conviction qu'il fallait se faire justice soi-même embrase l'Italie avant la proclamation de l'amnistie par le garde des sceaux communiste Palmiro Togliatti, en juin 1946⁵⁰. La faiblesse de la Haute cour de justice instituée à Rome, en 1944, pour juger les dirigeants fascistes, n'étant que l'une des explications de cette posture⁵¹. Bien sûr, les lignes de démarcation au sein d'une population italienne déjà éprouvée par la guerre, les bombardements, les vingt mois de guerre civile, ne sont pas clairement identifiables. Néanmoins, la prise en compte de la question soulevée par Guido Crainz permettrait peut-être de sortir des débats stériles sur la violence des résistants et d'approcher précisément cette « histoire du peuple » que l'historiographie révisionniste a toujours revendiqué pour soi⁵².

Les victimes sont au cœur du processus de révision, voire de négation radicale, des valeurs et de la signification de la Résistance italienne. Et cependant leur contour demeure indistinct, leur individualité nous échappe, le sens de leur mort se dérobe à notre compréhension.

Derrière cette notion générique se cachent pourtant bien des hommes et des femmes qui, en refusant d'être égaux dans leur mort :

*[...] permettent de rétablir la chronologie comme une catégorie interprétative et de percevoir les continuités et les ruptures tout au long de la ligne du temps.*⁵³

Or le révisionnisme tend à mélanger dans le même chaudron toutes les victimes de la guerre, à les rendre méconnaissables, afin de légitimer la réhabilitation partielle du passé fasciste. Il prend appui sur les canaux institutionnels, et il bénéficie du soutien des médias. La lutte contre « l'analphabétisme de la population italienne en matière de fascisme » s'avère dans ce contexte de plus en plus difficile à mener⁵⁴. D'autant que le

⁴⁸ Cf. Crainz, G., « La giustizia sommaria », *op. cit.*, p. 165.

⁴⁹ A ce sujet voir Dondi, Mirco, *La lunga liberazione. Giustizia e violenza nel dopoguerra italiano*, Roma, Editori Riuniti, 1999.

⁵⁰ Il n'est pas inutile de rappeler ici la « découverte », en 1994, de l'« armoire de la honte » qui contenait les dossiers des victimes des violences nazifascistes au cours de la guerre de résistance pour lesquelles justice n'a pas été rendue ; voir notamment De Luna, G., *Il corpo*, *op. cit.*, p. 139 ss.

⁵¹ Cette conviction se répand avant le 25 avril 1945, soit dès le procès, en 1944 à Rome, de l'ex-questeur de la ville Pietro Caruso à l'occasion duquel le directeur de la prison de la capitale est lynché par la foule ; voir, à ce propos, Ranzato, Gabriele, *Il linciaggio di Carretta. Roma 1944*, Milano, Il Saggiatore, 1997.

⁵² Cf. notamment De Felice, R., *Rosso e Nero*, *op. cit.*

⁵³ Cf. De Luna, G., *Il corpo*, *op. cit.*, p. XVI.

⁵⁴ Sur cette notion voir Luzzatto, S., *La crisi*, *op. cit.*

problème principal ne semble plus être l'usage public de l'histoire – qui contribue à la création d'un sens commun historique–, mais son usage politique partisan :

*Aujourd'hui nous sommes en présence – écrit l'historien Gabriele Turi – d'une négation de l'histoire et d'une claire contestation de l'historiographie par un groupe bigarré de politiciens arrogants ou d'intellectuels qui ont renoncé à leur devoir [...].*⁵⁵

Il est temps, pour éviter que la banalisation du fascisme ne gagne encore du terrain, que les historiens restituent aux victimes leurs véritables identités.

⁵⁵ Cf. Turi, Gabriele, « La storia sono io », *Passato e Presente*, N° 52, janvier-avril 2001, p. 83. Voir également Gallerano, Nicola, « Storia e uso pubblico della storia », in *L'uso pubblico della storia*, sous la direction de : Gallerano, Nicola, Milano, Franco Angeli, 1995.